

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

MAPA n° : 25S06

Marché de : Services

Objet du marché :
PRESTATIONS DE DEMENAGEMENT, DE MANUTENTION ET DE
DESTRUCTION D'OBJETS MOBILIERS DIVERS POUR LES SITES DU SUD
de la CGSS REUNION

Nom de l'Acheteur : Caisses Générales de Sécurité sociale de la Réunion (CGSS)

Numéro de SIRET : 314 635 483 00014

Adresse physique : 4 bd Doret CS 53001 97 741 Saint-Denis Cedex 9

Pays : France

Code NUTS : FRY40

Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr> (place)

Marché n°25S06

Sommaire

Article 1 – Objet du marché	4
Article 2- Caractéristique du marché	4
2-1 Décomposition	4
2-2 Visite.....	4
Article 3- Pièces contractuelles	4
Article 4- Durée	4
Article 5- Modalité d’exécution.....	5
5-1 Intervention.....	5
5-2 Généralités	5
Article 6- Prix	6
6-1 Forme et contenu des prix	6
Article 7- Modalité des révisions des prix	6
Article 8- Responsabilité et assurance	7
8-1 Responsabilités	7
8-2 Assurances.....	7
Article 9- Modalité de Règlement	8
9.1 Contenu et transmission des factures.....	8
9.2 Modalités de règlement	9
Article 11- Cession / Nantissement.....	9
Article 12- Clauses d’exécution financière	10
12.1 Retenue de garantie	10
12.2 Avance	10
12.3 Acomptes.....	10
Article 13- Vérifications	10
13.1 Vérifications quantitatives et qualitatives	10
13.2 Admission, ajournement, réfaction et rejet.....	11
Article 14- Pénalités	11
14.1 Délais d’intervention	11
14.2 Réunions.....	11
Article 14 : Sous - traitance	11
Article 15- Clause de confidentialité	12
Article 16- Modification, clause de réexamen, prestations supplémentaires.....	13

16.1 Modifications.....	13
16.2 Clause de réexamen	13
16.3 Prestations supplémentaires, complémentaires et similaires.....	13
Article 17- Lutte contre le travail dissimule	14
Article 18- Résiliation	14
Article 19- Voie de recours.....	14
Article 19- Dérogation au CCAG	14

Article 1 – Objet du marché

La consultation a pour objet des prestations de déménagement, de manutention et de destruction d'objets mobiliers divers pour les sites du sud de la CGSS Réunion.

Classification CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics) :

- 60000000 : Services de transport (à l'exclusion du transport des déchets)
- 75310000-2 : Services de prestations

Article 2- Caractéristique du marché

2-1 Décomposition

Dans le respect des dispositions des articles L. 2113-10 et L. 2113-11 du Code de la Commande Publique, le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement pour les motifs suivants :

- La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

2-2 Visite

La visite est obligatoire pour le site de Casabona. Pour les autres sites elle n'est pas obligatoire mais est préconisée, les modalités et informations sont indiquées à l'article 3.6 du Règlement de la Consultation. La remise d'une offre suppose une parfaite connaissance des ouvrages. Le candidat ne pourra en aucun cas se prévaloir de l'insuffisance des documents techniques de présentation du service ainsi que de la méconnaissance des ouvrages.

Article 3- Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4 du CCAG FCS, les pièces contractuelles du présent marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe financière ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS fixé par arrêté du 30 mars 2021) ;
- L'offre technique du Titulaire
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

Article 4- Durée

Durée :

Le marché débute à compter de sa date de notification jusqu'à parfait achèvement des prestations.

Délai d'exécution :

Les périodes prévisionnelles du déménagement sont :

- Phase 1 : fin du premier trimestre 2026
- Phase 2 : fin du second trimestre 2026

SITES	DEMENAGEMENT CASABONA	RAPATRIEMENT MOBILIERS SIEGE	DON AUX AGENTS	MISE EN DECHETERIE
ETANG SALE	1/2 J	1/2 J	1/2J	1/2J
ST LOUIS	1J	1J	1/2 J	1/2 J
ST PIERRE LEBLOND	1/2 J	1/2 J	1/2J	1/2J
ST PIERRE GUETALI	1/2 J	1J	1/2J	1/2J
ST PIERRE PRESBYTERE phase 1 (mars 2026)	1J	2J	1/2J	1J
ST PIERRE PRESBYTERE phase 2 (juin 2026)	1/2 J			
ST LOUIS	1J	1J	1/2 J	1/2 J

Article 5- Modalité d'exécution

5-1 Intervention

La CGSS de la Réunion émettra auprès du titulaire du marché, un ordre de service de démarrage.

A réception de la demande et sous deux (2) jours ouvrés maximum, le titulaire confirmera la date d'intervention par retour de mail à la personne ayant émis l'ordre de service. Il indiquera dans son mail les éléments suivants :

- La confirmation des dates d'intervention ;
- La confirmation des horaires d'intervention ;
- Le nombre et le nom des intervenants.

5-2 Généralités

Les modalités d'exécution sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

5-3 Lieu d'exécution

Les prestations se dérouleront sur les sites SUD de la CGSS Réunion situés aux adresses suivantes :

Site	Adresse
Agence Retraite de l'Etang Salé	2 rue de la Paix 97427 Etang Salé les Hauts
Centre de St Louis	217 rue Lambert 97450 St Louis
Centre de St Pierre	80 rue du Presbytère 97410 St Pierre
Site GUETALI St Pierre	13 rue Bory St Vincent 97410 St Pierre
Agence Retraite de St Pierre	55 rue Marius et Ary Leblond 97410 St Pierre
Casabona	22 allée de la piscine 97410 St Pierre

Article 6- Prix

6-1 Forme et contenu des prix

Le marché est conclu à prix unitaires.

Les prestations sont réglées par application des prix indiqués dans le bordereau des prix unitaire.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Le taux de TVA en vigueur à la Réunion est de 8.5%. La taxe sur la valeur ajoutée est facturée au taux en vigueur à la date de notification de l'accord-cadre. En cas de modification de la législation fiscale au cours de la durée de l'accord-cadre, il est fait application du taux en vigueur à la date du fait générateur, sans qu'il soit besoin de constater la modification par voie d'avenant.

Article 7- Modalité d'actualisation des prix

Les prix sont fermes pour toute la durée du marché.

En revanche, le prix pourra être actualisable si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre le mois d'établissement du prix initial et le mois du commencement d'exécution des prestations, correspondant à la date de notification du marché.

Cette actualisation est effectuée par application aux prix du BPU du marché de la formule d'actualisation donnée par la formule suivante :

$$P = P0 \times [ICHT (n-3) / ICHT (0)]$$

Dans laquelle :

P : Prix actualisé HT

P0 : Prix initial HT

ICHTrev-TS (n-3): Indice de Transport et entreposage (001582844) qui correspond à la valeur de l'indice (001582844) concerné à la date de commencement des travaux moins 3 mois.

ICHTrev-TS (0): Indice de Transport et entreposage (001582844) du mois M0 d'établissement des prix du marché

Les indices sont consultables sur via le lien ci-après : <https://www.insee.fr> (Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Charges seules - Tous salariés - Transport et entreposage)

En cas de non-conformité de l'indice, le prix pourra être actualisé par avenant et selon les modalités prévues par ce dernier.

Article 8- Responsabilité et assurance

8-1 Responsabilités

Le titulaire est responsable des dommages causés directement ou indirectement à l'occasion de l'exécution du marché :

- à son personnel, au personnel de l'organisme ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant à l'organisme ou à des tiers ;
- aux fichiers exploités.

8-2 Assurances

Le titulaire déclare qu'il a souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle, pour tous les dommages tant corporels que matériels ou immatériels et s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché l'assurance en cause et à avertir immédiatement le pouvoir adjudicateur de toute difficulté qui pourrait survenir. Le titulaire devra en particulier veiller à ce que cette assurance couvre tous les dommages pouvant intervenir dans le cadre de l'exécution des prestations.

Par ailleurs, le titulaire devra justifier du paiement régulier des primes d'assurances pendant l'exécution du marché.

Le candidat devra remettre une copie de l'attestation d'assurance à l'organisme dans son dossier de candidature.

A tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

En tout état de cause, la franchise imposée par la compagnie d'assurance sera à la charge du titulaire.

Article 9- Modalité de Règlement

L'unité monétaire est l'euro.

9.1 Contenu et transmission des factures

En application des dispositions de l'article L2192-3 du Code de la Commande Publique, le titulaire est invité, à transmettre ses factures sous forme électronique.

Nota : le dispositif décrit ci-après peut s'appliquer également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct.

Pour ce faire, le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article. **L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>**

En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, l'organisme informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à ré-adresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Ainsi, le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- n° SIRET : 314 635 483 000 14 – CAISSE GENERALE DE SECURITE SOCIALE DE LA REUNION
- Code service : FACTURES_PUBLIQUES (ne pas renseigner si bloquant)
- Nom du service : Service des factures publiques (ne pas renseigner si bloquant)

Les factures devront comporter à minima, en application de l'article D2192-2 du Code de la Commande Publique, les indications suivantes, conformes au marché ou à la commande :

- nom et adresse du titulaire
- N° de SIRET du titulaire
- numéro de facture
- nom et adresse du destinataire

- numéro de bon de commande ou de marché ou de contrat (**Le numéro d'engagement correspond au numéro du bon de commande**)
- les prestations effectuées, la désignation des produits livrés, date de livraison et quantités,
- le prix unitaire HT ou lorsqu'il y a lieu le prix forfaitaire, montant de la TVA et le prix TTC
- le prix total HT, le montant de la TVA et prix total TTC

Les factures devront, le cas échéant, être accompagnées de tous Bons de Livraisons, Bons d'Interventions, Rapports d'études ou de visites, attestant l'exécution des prestations. Ces documents devront être datés et signés par les parties.

Enfin vous pouvez pour plus d'informations sur le portail, consulter le site Communauté Chorus Pro : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

9.2 Modalités de règlement

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique. Les prestations sont payables sur présentation de la facture. La CGSS de la Réunion se libèrent des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert du titulaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement, ou à tout autre compte communiqué par le titulaire. Cette modification ne donne pas lieu à la rédaction d'un avenant. Le directeur comptable et financier de chaque organisme règle les sommes dues en exécution du présent marché dans un délai de 30 jours, à compter de la réception de la facture, après réalisation par le titulaire et réception par l'organisme des prestations dans les conditions prévues au présent marché.

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par l'organisme en application du présent marché donne lieu de plein droit, et sans autre formalité, au profit du titulaire :

- Au versement des intérêts moratoires au profit du titulaire : les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la TVA.
- Au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus à l'article D.2192-35 du Code de la Commande Publique. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Article 11- Cession / Nantissement

Les créances nées ou à naître dans le cadre du marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R2191-45 à R2191-63 du Code de la Commande Publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R2191-62 du Code de la Commande Publique est le Directeur comptable et financier de chaque organisme bénéficiaire ou son représentant habilité.

Article 12- Clauses d'exécution financière

12.1 Retenue de garantie

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

12.2 Avance

En application de l'article R2191-3 du Code de la Commande Publique, une avance forfaitaire doit être accordée lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50.000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire portée par le candidat. Le présent marché est exécuté au moyen de bons de commandes et ne comporte pas de minimum. Aussi, l'avance forfaitaire sera accordée pour chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50.000 euros HT et d'une durée d'exécution dépassant les deux mois.

En application de l'article R2191-7 du Code de la Commande Publique, le montant de l'avance forfaitaire est fixé à 5 % du montant initial toutes taxes comprises si la durée de ce dernier est inférieure ou égale à 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance forfaitaire est égale à 5 % d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Lorsque le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance est porté à 20%.

12.3 Acomptes

Le versement des acomptes sera effectué sur demande du titulaire conformément aux dispositions des articles R2191-20 à R2191-22 du Code de la Commande Publique et des articles 11.2 et 11.5.2 du CCAG FCS, sous réserve que le titulaire du marché justifie de la valeur des prestations réalisées donnant droit à acompte.

Article 13- Vérifications

13.1 Vérifications quantitatives et qualitatives

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

13.2 Admission, ajournement, réfaction et rejet

Il sera fait application de l'article 34 du CCAG FCS.

Article 14- Pénalités

Les pénalités seront applicables dès le premier euro et sont déductibles du montant hors taxe de la facture. Elles sont cumulables. Elles sont appliquées sans mise en demeure préalable.

L'organisme adressera par mail avec accusé de réception sur les anomalies relevées dans l'exécution des prestations et le montant de la pénalité sera ensuite déduit du montant de la facture adressée par le titulaire.

Le titulaire pourra faire part de ses observations à l'organisme dans un délai de sept (7) jours ouvrables à compter de l'envoi du mail. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, elles seront dues dans les cas suivants :

14.1 Délais d'intervention

En cas de non-respect des délais d'intervention, une pénalité de 100,00 euros TTC pourra être appliquée par jour de dépassement.

14.2 Réunions

En cas d'absence aux réunions, une pénalité de 70 € TTC pourra être appliquée.

Article 14 : Sous - traitance

Conformément à la loi n° 75-1134 du 31/12/1975 modifiée, le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations, objet du présent marché, sous réserve d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant selon les dispositions des articles R2193-1 à R2193-4 du Code de la Commande Publique.

Le candidat devra obligatoirement joindre à son dossier l'imprimé « Déclaration de sous-traitance » (DC4) en vigueur. Ce document est téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>

Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l'offre, le titulaire adresse la déclaration de sous- traitance à l'organisme par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception.

Toutes les clauses du marché s'imposent aux sous-traitants qui y seront soumis aux mêmes conditions et termes que le titulaire. Dans tous les cas, le titulaire principal demeure entièrement responsable des prestations sous-traitées vis-à-vis de l'organisme.

Si le titulaire omet volontairement ou non de mentionner la sous-traitance envisagée, le marché pourra être résilié de plein droit à ses frais et risques.

Article 15- Clause de confidentialité

Chaque partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent marché. Les parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les parties tout au long de l'exécution du contrat.

Chaque partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des parties s'engage notamment à :

- prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du marché,
- ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du marché,
- ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du marché,
- ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du marché et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

Chacune des parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du marché,
- les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie.

Chacune des parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent marché et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent marché et pour quelque cause que ce soit.

Article 16- Modification, clause de réexamen, prestations supplémentaires

16.1 Modifications

Conformément aux dispositions de l'article R. 2194-7 du Code de la Commande Publique, le marché pourra être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles.

16.2 Clause de réexamen

En sus des cas de modifications prévues par l'article R2194-1 et suivants du Code de la Commande Publique, en cas de circonstances que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

16.3 Prestations supplémentaires, complémentaires et similaires

Pendant l'exécution du marché, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par avenant ou ordre de service, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose.

Les articles R2122-7 et R2322-11 du Code de la Commande Publique pourront être mis en œuvre.

Article 17- Lutte contre le travail dissimulé

Conformément à l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration du droit, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L 8221-5 du Code du travail des pénalités lui seront infligées sous réserve qu'elles n'excèdent pas celui des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du Code du travail.

L'organisme informé par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L8221-3 et L8221-5 du Code du travail, enjoindra aussitôt le titulaire de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure devra apporter à l'organisme la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse.

L'organisme transmettra, sans délai, à l'agent auteur du signalement les éléments de réponse communiqués par le titulaire ou l'informera d'une absence de réponse.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai mentionné par l'organisme, ce dernier en informera l'agent auteur du signalement et pourra appliquer les pénalités prévues par le marché ou résilier celui-ci sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Article 18- Résiliation

Le présent marché pourra faire l'objet d'une résiliation dans les conditions fixées aux articles 38 à 45 du CCAG FCS.

Article 19- Voie de recours

Les recours pouvant être exercés sont les référés précontractuels et contractuels tels que prévus aux articles 1441-1 et suivants du Code de procédure civile et selon les articles 2 et 11 de l'ordonnance n°2009-515 du 7 mai 2009.

Les recours sont formés, instruits, jugés et présentés devant :

Tribunal Judiciaire de Saint-Denis de la Réunion

5 avenue André Malraux

CS 81027

97495 Sainte-Clotilde

Article 19- Dérogation au CCAG

Hormis la dérogation du présent CCAP rappelée ci-après, le titulaire reste soumis au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services.

ARTICLE DU CCAP	DEROGATION AU CCAG-FCS	OBJET DE LA DEROGATION
3	4	Pièces contractuelles
14	14	Pénalités